

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Covid19 : Évolution de la situation sanitaire
Burundi	Entrée en application des sanctions pour utilisation d'emballages non biodégradables
Comores	Le taux de croissance resterait positif à 0,9% en 2020 selon la Banque centrale
Djibouti	L'APD en hausse en 2018 à Djibouti
Erythrée	Une présence limitée des bailleurs internationaux
Ethiopie	Financement bancaire du secteur privé au T3 2020
Kenya	Nairobi classée 1 ^{ère} ville d'Afrique pour la livraison de nourriture en ligne
Madagascar	La BAD approuve un financement de 14,5 MEUR pour l'industrialisation malgache
Maurice	La Banque de Maurice adhère au Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones
Ouganda	Subvention de 3,3 MUSD de la Suède pour le tourisme
Rwanda	Approbation du projet de loi sur la supervision des technologies de l'énergie nucléaire
Seychelles	Accord pour l'installation du siège de l'Initiative pour la transparence des pêches
Somalie	Rapport de la Banque Mondiale sur la Somalie
Soudan	Augmentation substantielle et libéralisation partielle du prix des carburants
Soudan du Sud	La BAD approuve un programme d'aide en faveur des victimes des inondations
Tanzanie	Signature de l'accord-cadre « pays hôte » pour la construction de l'oléoduc EACOP

Actualités Régionales

Covid19 : Évolution de la situation sanitaire.

Après - 35 % la semaine dernière, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente de nouveau cette semaine de 45 % (+ 11 334 cas contre + 7 814 la semaine passée), à l'inverse de la tendance mondiale (- 19 %). Cette hausse est principalement portée par l'augmentation significative du nombre de nouveau cas au Kenya qui atteint +6 402 contre + 3 714 la semaine passée, une hausse record pour le pays. Cette augmentation est corrélée à la

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	18/10	25/10	2/11	18/10	25/10	2/11
Burundi	550	556	589	1	1	1
Comores	502	517	530	7	7	7
Djibouti	5 469	5 528	5 561	61	61	61
Erythrée	425	461	463	0	0	0
Ethiopie	89 860	92 858	96 169	1 365	1 419	1 469
Kenya	45 076	48 790	55 192	839	896	996
Madagascar	16 810	16 968	17 111	238	244	244
Maurice	407	435	441	10	10	10
Rwanda	4 992	5 060	5 137	34	34	35
Seychelles	148	152	154	0	0	0
Somalie	3 864	3 941	3 941	99	102	104
Soudan du Sud	2 847	2 883	2 926	55	56	59
Soudan	13 724	13 733	13 804	836	837	837
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	10 691	11 297	12 495	97	99	111
Total AEOI	195 874	203 688	215 022	3 663	3 787	3 955

hausse du nombre de tests, mais le taux de positivité des tests est également en forte hausse : il s'établit à 15 % fin octobre contre 5 % un mois plus tôt. Après une baisse la semaine passée, le nombre de nouveau cas hebdomadaire augmente de nouveau en Ouganda (+ 1 198 contre + 606 la semaine passée). En Ethiopie, 1^{er} pays en terme de cas cumulé (96 169) de la zone AEOI, le nombre de nouveaux cas positifs se stabilise cette semaine (+ 3 311) après une baisse la semaine passée (+2 998 contre + 6 431 il y a deux semaines).* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Ethiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Lancement d'une initiative pour promouvoir l'économie digitale en Afrique. L'Initiative « *Africa Data Leadership Initiative* » (ALDI) prévoit de répondre aux besoins d'information et d'expertise sur l'économie numérique des décideurs politiques, de la société civile et des entrepreneurs du secteur privé africain. Officiellement annoncée le 6 octobre pour une durée de 6 à 9 mois, ce projet pilote conçu par *Future State*, la CNUCED et *Smart Africa*, et soutenu par l'Union Africaine sera mis en place dans 5 à 6 pays dont le Malawi et le Kenya. Grâce à ce partenariat tripartite financé par *MediaNetwork* à hauteur d'1 MUSD, des programmes de gouvernance de l'économie numérique pourraient être mis en place afin de consolider un réseau d'expertise continentale de l'économie numérique.

Plus de 30 millions de personnes en insécurité alimentaire : des estimations revues à la hausse. Dans son bulletin de septembre 2020, le *Food Security and Nutrition Working Group* (FSNWG) a revu à la hausse le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région. Cette augmentation est notamment liée à l'intégration des estimations pour le Sud-Soudan (6,5 millions de personnes). Par pays, les estimations du nombre de personnes en crise et en situation d'urgence est porté à 9,6 M au Soudan, 8,5 M en Ethiopie, 2,0 M en Ouganda, 2,1 M en Somalie, 0,9 M au Kenya, 0,9 M au Burundi et 0,5 M en Tanzanie. Ces chiffres sont plus de 30 % supérieurs à ceux de l'année dernière à la même période. Les chocs climatiques (en particulier les inondations au Soudan, en Éthiopie et au Sud Soudan, et les pluies irrégulières en Somalie), les conflits/insécurité, les chocs économiques (en particulier l'inflation et la dépréciation de la monnaie) et la recrudescence du criquet pèlerin, exacerbé par la crise COVID-19, ont été les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région.

Actualités pays

BURUNDI

Entrée en application des sanctions pour utilisation d'emballages non biodégradables. Le ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, Deo Rurema a indiqué à l'occasion du salon de l'emballage organisé par l'Agence de Promotion des Investissements (API) sur le thème « Emballage adéquat : opportunité d'affaires, conformité aux normes d'exportation et protection de l'environnement » que des sanctions seront désormais appliquées pour non-respect de la loi interdisant l'utilisation des emballages non biodégradables. Une ordonnance ministérielle a été publiée en ce sens au mois d'août dernier. Ces amendes pourront notamment être affligées aux fabricants, importateurs, détenteurs de stocks, vendeurs sans autorisation, ou utilisateurs des emballages prohibés.

COMORES

Le taux de croissance resterait positif à 0,9% en 2020 selon la Banque centrale. Dans le dernier rapport économique et financier de la Banque de France sur la CEMAC, l'UEMOA et l'Union des Comores, la Banque centrale des Comores (BCC) a révisé le taux de croissance à 0,9 % pour 2020 contre 4 % initialement prévu. Cette annonce va à l'encontre des prévisions du FMI, qui table sur une récession de 1,8 % due à la baisse des transferts de fonds de la diaspora, des exportations de produits de rente et des investissements directs étrangers en provenance des principaux partenaires commerciaux (France et Chine). La reprise économique sera modérée en 2021 (+2,9 %) en raison des fragilités institutionnelles, économiques et climatiques préexistantes auxquelles fait face le pays.

DJIBOUTI

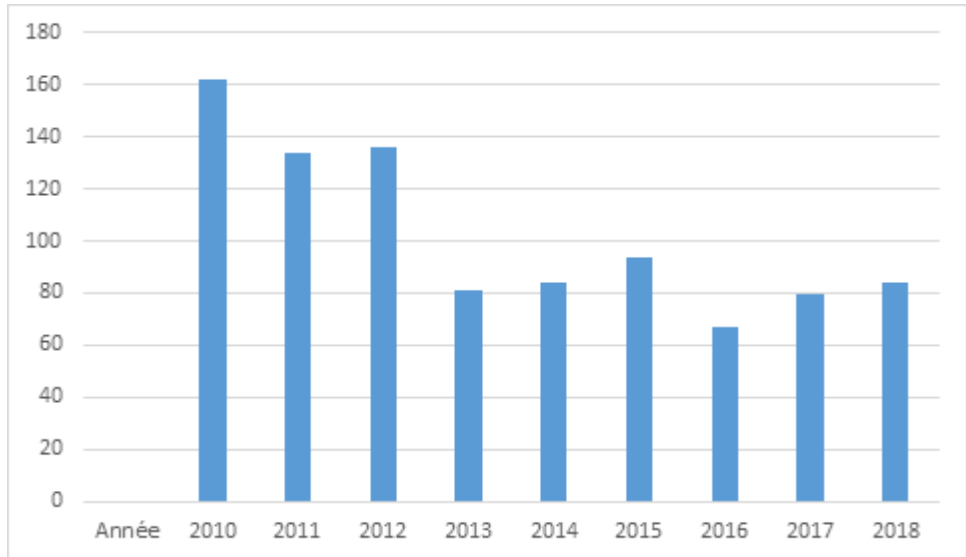
L'APD en hausse en 2018 à Djibouti. Selon les données du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, qui ne prennent pas en compte la Chine, la présence des bailleurs à Djibouti a augmenté de 26 % en 2018 pour atteindre 179,2 MUSD contre 142,5 MUSD en 2017. L'aide publique au développement (APD) compte pour 5,8 % du RNB de Djibouti, contre 3,0 % sur l'ensemble de l'Afrique Subsaharienne, et représente 185 USD par habitant, contre 47 USD en moyenne en Afrique Subsaharienne, en 2018 d'après

la Banque Mondiale. En 2018, 45,8 % de l'APD provenait de bailleurs bilatéraux, aux premiers rangs desquels la France (44,5 MUSD ; 24 % de l'APD totale), la Turquie (14,7 MUSD), les États-Unis (9,6 MUSD) et le Japon (9,4 MUSD). La part des dons dans l'APD totale représentait 75,6 % fin 2018.

ERYTHREE

Une présence limitée des bailleurs internationaux.

Selon les données de l'OCDE, qui ne couvrent donc pas la Chine, la présence des bailleurs en Érythrée reste limitée. Malgré une hausse de 6 % en 2018 (cf. Figure 1), (84,2 MUSD), le montant total d'APD reçue par l'Érythrée reste inférieur à celui des pays voisins : 4,9 Mds USD pour l'Éthiopie, 2,5 Mds pour le Kenya et 179 MUSD pour Djibouti. En



2018, 69 % de l'aide provenait de bailleurs multilatéraux, aux premiers rangs desquels le Fonds mondial pour la santé (17 MUSD) et les Nations unies (15 MUSD). Les financements bilatéraux sont faibles : seuls les Émirats Arabes Unis ont octroyé un montant d'aide significatif en 2018 (10 MUSD).

ETHIOPIE

Financement bancaire du secteur privé au T3 2020. Au 3^{ème} trimestre 2020, les banques éthiopiennes ont accordé 55 Mds ETB (1,4 Md USD) de prêts, dont 85 % au secteur privé. Ces prêts ont été principalement attribués aux entreprises opérant dans les secteurs du commerce de détail domestique (305,2 MUSD), du commerce international (284,1 MUSD) et du secteur industriel (soit 253 MUSD). Les banques ont pratiqué un taux d'intérêt moyen de 11 % (banques publiques) et de 15 % (banques privées). Par ailleurs, depuis l'introduction des nouveaux billets en septembre dernier, 1,2 M de nouveaux comptes bancaires ont été ouverts. En outre, une nouvelle ligne de crédit à un taux d'intérêt à 5 % a été mise en place pour soutenir, au cas par cas, les entreprises impactées par la crise de la Covid-19. Cette dernière initiative s'inscrit dans un contexte où l'Éthiopie tente d'accroître la part du secteur privé dans l'économie.

KENYA

Nairobi classée 1^{ère} ville d'Afrique pour la livraison de nourriture en ligne. Selon une récente étude menée par l'entreprise *Jumia Food*, la capitale kenyane Nairobi serait la première ville d'Afrique pour la vente en ligne et la livraison à domicile de nourriture, devant Casablanca (Maroc), Lagos (Nigéria), Kampala (Ouganda) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Parmi les plats cuisinés, le poulet arrive en tête devant les pizzas et les hamburgers qui gagnent des parts de marché. Les plats issus des cuisines indiennes, éthiopiennes et thaïlandaises représenteraient également un bon potentiel de croissance. Le Kenya serait également en tête en matière de pénétration de l'internet mobile, montrant la tendance des Kenyans à naviguer via les applications mobiles sur smartphones notamment. La taille du marché des aliments et boissons en ligne au Kenya est estimée à 1,8 Mds EUR et devrait atteindre 3,8 Mds EUR d'ici 2024. Les 2,1 millions de consommateurs actifs en ligne du pays devraient également doubler d'ici 2024.

Déploiement de 630 km de fibre optique au nord de la province de Rift Valley. Le gouvernement du Kenya a démarré, sous la supervision de l'Autorité des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le déploiement de 630 km de fibre optique dans la région nord de la province de

Rift Valley. Ce nouveau réseau télécom haut débit profitera aux comtés de *Turkana, Trans Nzoia, Uasin Gishu* et *Kakamega*. Ce projet, d'un montant de près de 28 MUSD, est cofinancé par le gouvernement kényan et la Banque Mondiale. Il s'inscrit dans la stratégie nationale *Vision 2030*, en permettant de réduire les inégalités de développement au sein du Kenya et favoriser ainsi un développement social juste et équitable.

MADAGASCAR

La BAD approuve un financement de 14,5 MEUR pour l'industrialisation malgache. Le 28 octobre, la Banque Africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 14,5 MEUR en faveur de Madagascar à travers le Projet d'appui à l'industrialisation et au secteur financier (PAISF) qui vise à transformer le secteur industriel de Madagascar en améliorant les conditions de l'investissement privé dans le secteur manufacturier, textile et agroalimentaire. Il contribuera notamment au développement des zones d'émergence industrielles (ZEI), des chaînes de valeur dans la perspective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), au renforcement des capacités institutionnelles des structures en charge du développement industriel et de la promotion des investissements privés.

MAURICE

La Banque de Maurice adhère au Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones. La Banque de Maurice (BoM) a annoncé le 30 octobre l'approbation à l'unanimité de son adhésion au sein du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF). La BoM rejoint ainsi une instance qui compte déjà 34 juridictions membres à travers l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique, et dont le secrétariat est assuré par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR, institution intégrée à la Banque de France). Composée des superviseurs bancaires de pays membres et non-membres du Comité de Bâle, le GSBF vise à renforcer l'interaction et le processus consultatif entre les superviseurs francophones et ce Comité.

UGANDA

Subvention de 3,3 MUSD de la Suède pour le tourisme. La Banque mondiale et l'ambassade de Suède ont signé un accord de partenariat portant sur l'octroi d'une aide de 3,3 MUSD pour gérer efficacement et durablement les ressources naturelles et touristiques, améliorer les moyens de subsistance durables des communautés et à lutter contre les effets du changement climatique. La subvention octroyée par l'agence suédoise de développement international (SIDA) et la Banque mondiale, sera versée sur le fonds MDTF, fonds fiduciaire multi-bailleur géré par la Banque mondiale. Ce partenariat vient compléter le projet *Investing in Forests and Protected Areas for Climate-Smart Development Project* (148,2 MUSD), approuvé par les instances de la Banque mondiale et visant à améliorer la surveillance et la sécurisation des ressources forestières et des zones protégées et soutenir les moyens de subsistance des communautés dans la région du Lac Albert, l'une des régions les plus touristiques du pays et qui connaît une croissance démographique importante. Pour mémoire, le secteur touristique a été très affecté par la crise sanitaire. Selon Sam Mwandha, le directeur exécutif de l'*Uganda Wildlife Authority* (UWA), les revenus perçus en 2020 s'élèvent à 400 000 USD contre 9,9 MUSD l'année précédente.

RWANDA

Approbation du projet de loi sur la supervision des technologies de l'énergie nucléaire. Le Conseil des ministres a approuvé le 27 octobre la création d'une autorité de surveillance des technologies nucléaires : l'Office rwandais de l'énergie nucléaire (*Rwanda Atomic Energy Board*). Il s'agit d'un pas de plus vers la réalisation de ses ambitions dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité. Le nouvel office aura ainsi pour mandat de surveiller et coordonner les questions de sécurité nucléaire ainsi que de soutenir les applications de l'énergie nucléaire pour un développement socio-économique durable aligné sur la stratégie nationale de transformation et la *Vision 2050*. L'Office

coordonnera également la mise en œuvre du projet, en coopération avec la Russie, du centre de sciences et technologies nucléaires.

Les entreprises dénoncent de nouveaux frais supplémentaires pour le dédouanement transfrontalier des camions. Les opérateurs économiques rwandais ont récemment sollicité l'Office rwandais des recettes (RRA) pour que soient assouplis les coûts supplémentaires facturés aux camions de transport transfrontalier avant d'être autorisés à importer des marchandises depuis les pays voisins. Ces frais sont liés aux nouvelles directives de dédouanement émises afin de limiter la propagation de la Covid-19 et publiées sur le portail d'information commerciale du Rwanda. Des frais de 35 000 RWF (environ 30 EUR) sont désormais facturés à chaque camion pour permettre à la police de les escorter, après avoir reçu l'autorisation de dédouaner leurs marchandises à Kigali.

SEYCHELLES

Accord pour l'installation du siège mondial de l'Initiative pour la transparence des pêches. Le 2 novembre, le Secrétariat d'Etat seychellois pour l'économie bleue et le responsable de l'Initiative pour la transparence des pêches (ITP/FTI) ont signé un accord relatif à l'installation du siège mondial de cette plateforme dans l'archipel, où elle s'est implantée en mai 2019. Jusque-là installée à Berlin et coordonnée par la plateforme de gouvernance Humboldt-Viadrina, l'ITP vise la transparence en matière d'accès à l'information dans le secteur ainsi que la collaboration entre les gouvernements, les entreprises de pêche industrielle, les pêcheurs de petite échelle et la société civile, tant au niveau national que global, dans l'objectif d'améliorer la gestion durable des pêches maritimes.

SOMALIE

Rapport de la Banque Mondiale sur la Somalie. Selon le rapport de la Banque Mondiale *Impact of Covid-19: Policies to manage the crisis and Strengthen Economic Recovery*, le pays fait face à une triple crise : la Covid-19, les inondations et l'invasion des criquets pèlerins qui porterait la croissance somalienne à -1,5 % pour l'année 2020. L'insécurité alimentaire de haut niveau et la malnutrition généralisée chez les enfants ont aggravé la situation, tout comme les inondations et les criquets. Cependant, la banque Mondiale note que l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTTE (pays pauvre très endettés) en mars 2020 a aidé le gouvernement à mobiliser des ressources supplémentaires pour financer sa réponse à ce triple choc. Le soutien des donateurs a doublé pour atteindre 8,3 % du PIB en 2020.

SOUDAN

Augmentation substantielle et libéralisation partielle du prix des carburants. Conformément aux engagements pris dans le cadre du programme FMI, le ministère de l'Energie a officiellement augmenté, le 27 octobre, les prix des carburants. Tout en gardant un prix subventionné, qui double par rapport au prix précédent, les autorités ont quadruplé le nouveau prix commercial. 14 réseaux de stations d'essence sur les 34 que compte le Soudan proposeront l'essence et le diésel à un prix commercial (soit respectivement 120 (0,5 USD) et 107 SDG (0,45 USD)) alors que les autres compagnies proposeront un prix subventionné de 56 SDG (0,23 USD) pour l'essence et de 46 SDG (0,2 USD) pour le diésel. Le premier réseau serait approvisionné par les importations alors que le second le serait par la production locale. A part quelques manifestations ponctuelles, il n'y a pas eu, pour l'instant, d'opposition majeure à ces mesures. Un peu avant cette annonce, on pouvait observer de très longues queues devant les stations-services avec des temps d'attente pouvant aller jusqu'à plusieurs jours. La situation à partir du week-end dernier semble s'être normalisée. Suite à ces augmentations, la société des transports publics a annoncé une augmentation de 150 % du tarif du ticket de bus. De son côté, le ministère de l'industrie est en discussions avec les professionnels de la boulangerie pour étudier les effets de cette augmentation sur le coût de fabrication de pain, l'autre produit de base sensible au Soudan.

Annnonce de la fourniture de centrales solaires par les EAU. Le 1^{er} novembre, le Soudan et les Emirats Arabes Unis ont signé, en présence de la ministre des finances soudanaise, un MoU portant sur la construction de plusieurs centrales solaires d'une capacité totale de 500 MW. Une société émiratie, qui n'a pas été nommée, sera chargée de la fourniture et de l'installation de ces centrales dont elle assurera la gestion pendant une durée de 20 ans contre l'achat, par le ministère de l'Energie soudanais, de l'électricité produite. Pour mémoire, les autorités soudanaises ont annoncé fin octobre la mise en fonctionnement de la première centrale solaire au Soudan d'une capacité de 5 MW. Cette unité, fournie par *Schneider*, assurera la moitié de la consommation de la ville d'Alfashir, capitale du Nord Darfour.

SOUDAN DU SUD

La BAD approuve un programme d'aide en faveur des victimes des inondations. La Banque africaine de développement a approuvé un programme d'aide d'urgence de 440 000 USD, pour financer les efforts humanitaires et d'urgence en faveur des zones touchées par les inondations au mois de septembre dernier (860 000 personnes touchées dont 480 000 enfants selon les Nations Unies). Cette aide provient du Fonds spécial de secours de la banque et permettra de financer l'acquisition de produits alimentaires. Selon les Nations unies, plus de 80 MUSD sont nécessaires pour faire face aux inondations, dont 46 MUSD pour l'aide immédiate à 360 000 personnes jusqu'à la fin de l'année.

TANZANIE

Signature de l'accord-cadre « pays hôte » pour la construction de l'oléoduc EACOP. Le gouvernement tanzanien et le groupe Total ont signé l'accord-cadre pour la construction de l'oléoduc, *East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), qui acheminera le pétrole brut d'Ouganda vers le port de Tanga en Tanzanie. Cet accord porte sur les droits et obligations de l'État, les devoirs des investisseurs, les normes environnementales et autres normes pertinentes et sur le cadre juridique du projet. Selon les autorités tanzaniennes, la signature de cet accord ouvre notamment la voie à des négociations d'autres accords importants tels que l'accord d'actionnaires et celui sur les transports et les tarifs. La décision finale d'investissement devrait pouvoir être émise comme convenu en début 2021.

Un plan pour la production durable d'huile de palme. Le gouvernement tanzanien a accordé environ 6 MUSD à l'Institut de recherche agricole de Tanzanie (TARI) pour soutenir l'amélioration de la production durable d'huile de palme dans le pays. Le fonds est principalement destiné à la recherche et à la production de plants de palme en quantité suffisante aux agriculteurs, ainsi qu'à la transmission aux agriculteurs des pratiques agronomiques nécessaires pour mener ces cultures professionnellement et durablement. Le coordinateur national de la recherche sur l'huile de palme en Tanzanie, le Dr Filson Kagimbo, a déclaré que l'objectif immédiat était de produire un total de 5 000 000 de plants par an. Les statistiques montrent que la Tanzanie importe 365 000 tonnes métriques d'huile alimentaire par an, ce qui coûte au gouvernement au moins 190 MUSD. En 2016, la consommation nationale d'huile comestible était estimée à 570 000 MT, dont 64 % d'huile de palme, 30 % de tournesol et 2 % d'huile de coton.

800 wagons réfrigérés pour acheminer les produits frais en Tanzanie. Le président John Magufuli a annoncé, lors de l'inauguration de la liaison ferroviaire réhabilitée Dar es Salam-Tanga-Kilimanjaro-Arusha de la *Tanzania Railways Corporation* (TRC), que 800 wagons de fret légers allaient être achetés, dont certains réfrigérés, en complément des 37 nouveaux wagons passagers. Selon le président, les wagons réfrigérés aideront les planteurs de légumes et de fruits dans le nord du pays à acheminer leurs produits frais vers les marchés nationaux et extérieurs par le port de Dar es Salam.

CONTACTS

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

